

**Identification de la mission et instance¹ : Session plénière de
l'Assemblée régionale Europe (ARE) de l'APF
Mission à Athènes, Grèce**

- **Objectif(s)** : La présidence de l'ARE et le secrétariat administratif de l'APF Région Europe - conception de l'ordre du jour et organisation des travaux en collaboration avec la section hôte
- **Lien avec les compétences de la Communauté française** : la Francophonie parlementaire
- **Date(s)** : 5 - 7 novembre 2023
- **Composition de la délégation** :
 - Parlementaire(s)** :
 - Jean-Charles Luperto, Délégué régional Europe de l'APF
 - Jean-Paul Wahl, Vice-président international de l'APF
 - Matthieu Daele, Président de la section et de la délégation B/CF/WB de l'APF
 - René Collin, membre du Bureau de section de l'APF
 - Caroline Cassart-Mailleux, membre du Bureau de section de l'APF
 - Autre(s)** :
 - 5 experts et 3 agents parlementaires

➤ **Coût** :

Transport	7.847,67
Hébergement (et frais sur place)	9.605,28
Total :	17.452,95€

- **Mode de transport** : vols écoflex
- **Compensation carbone²** : 8.66 tCO₂ = 323.81€

¹ Insérer le logo de l'instance concernée (APF Région Europe ou Section B/CF/WB ou PFWB)

² <https://www.greentripper.org/fr> plateforme belge qui permet de calculer l'empreinte écologique de ses voyages

➤ Rapport :

Cette 35^{ème} Assemblée régionale Europe, présidée par Jean-Charles Luperto, Délégué régional Europe de l'APF, s'est réunie au Parlement hellénique.

Aux côtés des 24 sections présentes à Athènes, les Délégués régionaux Afrique et Amérique et un invité spécial, le parlement chypriote.

En séance solennelle d'ouverture, le 6 novembre, plusieurs personnalités grecques sont intervenues: Monsieur Constantin Tassoulas, Président du Parlement hellénique, Monsieur Ypsilantis, membre de la section hellénique de l'APF, en lieu et place de Madame Dora Bakoyannis, Présidente de la section, souffrante, Monsieur Georgios Gerapetritis, Ministre des Affaires étrangères de la République hellénique.

Si Monsieur Tassoulas a insisté sur la force des langues, rappelant le discours d'Odysseas Elytis, prix Nobel de littérature, en français car seule l'usage de cette langue lui permettait d'adresser un message précis, Monsieur Ypsilantis a souligné l'importance de l'ensemble des valeurs auxquelles adhère la Francophonie, notamment pour faire face au révisionnisme et assurer ce devoir de faire entendre les voix des peuples.

Quant à Monsieur Gerapetritis, il a rappelé le contexte régional préoccupant et instable en constatant que la Grèce se trouve aux frontières des conflits et que l'Europe est confrontée à une guerre qui change la donne dans le voisinage. Soulignant la violation flagrante du droit international, il en a appelé au respect de la souveraineté et à l'intégrité territoriale. Concernant le conflit dans le Proche-Orient, si tout acte de terrorisme doit être condamné et si le soutien au droit israélien à l'auto défense doit être maintenu, celui-ci, a-t-il ajouté, doit respecter le principe de proportionnalité. Face à cet ordre international en pleine mutation, la Francophonie est une clé majeure susceptible de mener à l'apaisement.

Avant que le Délégué régional ne prononce son discours d'ouverture des travaux, Monsieur Bruno Fuchs nous a livré un message par visioconférence au travers duquel il a mis en exergue la vitalité de la Région Europe de l'APF ainsi que le nouveau cadre stratégique de l'APF orienté vers davantage de diplomatie parlementaire afin de répondre aux enjeux de société (mobilité, environnement, plateformes digitales)

M. Jean-Charles Luperto, a rappelé le rôle central et impératif que l'Europe doit jouer dans la préservation de la paix, de la démocratie et des droits humains. Il a également insisté sur le renforcement de sa position sur la scène internationale, en consolidant notamment ses liens avec d'autres démocraties du monde, les USA mais aussi les pays de l'Asie-Pacifique, afin de constituer un front commun pour défendre nos valeurs. Le Délégué régional a également présenté sa vision de la fin des conflits qui, à terme, ne peuvent être résolus que par des moyens pacifiques et diplomatiques. S'appropriant cette phrase de Périclès qui nous rappelle que la liberté et le bonheur sont intrinsèquement liés au courage, il nous a exhortés de quitter notre confort pour résister aux différentes forces destructrices qui nous accablent à l'image des discours populistes et de ces violences nihilistes.

L'ensemble de ces interventions peuvent être consultées sur le site Internet de l'APF Région Europe.

« La guerre au cœur de l'Europe : vers la création d'un nouvel ordre mondial ? » sujet de la 35^{ème} ARE fut développé dans le cadre de trois panels où nombreux experts ont présenté leur analyse.

Le premier panel intitulé « Les conséquences de la guerre en Ukraine sur l'Europe : crise systémique, crise migratoire, crise énergétique et économique » a été enrichi des contributions de François Gemenne, spécialiste des questions de géopolitique de l'environnement et des migrations, Professeur à HEC Paris, Chercheur et enseignant à la Sorbonne ; de Dimitrios Kairidis, Ministre de l'immigration et de l'asile de la République hellénique ; de Ruslan Stefanchuk, Président de la Verkhovna Rada ukrainienne ; de Tetyana Ogarkova, Responsable du département international Crisis Media Center de Kiev et de Cristian Preda, Doyen de la faculté de sciences politiques de l'université de Bucarest et ancien député européen.

François Gemenne a souligné que dans le monde actuel, où le climat géopolitique est tendu, fragmenté, morcelé, la COP21 n'aurait pu aboutir à un accord. En effet, les négociations sur le climat sont touchées par les tensions géopolitiques. Or, aucun pays ne peut agir seul face au changement climatique ! Ce qui se décide ici a des conséquences ailleurs et ce qui se décide ailleurs a des conséquences ici. En cela, le nationalisme est le pire ennemi du climat, plus que le pétrole, le gaz ou le charbon. L'avenir de notre société, d'un point de vue environnemental, repose sur un système de coopération qui fonctionne sur les engagements volontaires sans sanction, sans obligation. Le droit international étant affaibli, la coopération avec les pays du Sud doit nécessairement être renforcée. Faire en sorte que leur trajectoire de développement soit moins carbonée nécessite des investissements. François Gemenne attire l'attention sur les connexions existantes entre la Russie et les pays du Sud et les conséquences en termes de souveraineté alimentaire, de souveraineté énergétique, de tensions dans le Sahel. Créer le chaos et la division sont les objectifs tant de la Russie que du Hamas pour faire régner la terreur. En ce qui concerne les migrations, François Gemenne observe qu'il est vain d'y résister. La résistance implique le chaos aux frontières de l'Europe ainsi qu'à l'intérieur d'Etats. Pour les populations locales confrontées à une mauvaise gestion de l'immigration, la situation est intolérable, elle crée de l'insécurité comme de l'exaspération légitime voire l'extrémisme. Notre responsabilité est de les organiser. Les questions d'asile et d'immigration sont des questions de volonté. La preuve en est, la capacité qu'ont eu les pays européens à accueillir en quelques mois cinq millions d'Ukrainiens alors que le droit international humanitaire à nos propres frontières n'a pas été appliqué de la même manière vis-à-vis notamment des réfugiés syriens. Nous éprouvons des difficultés à penser la migration comme un phénomène structurel et notre obsession à résister aux migrations conduit au chaos. En cela, il convient, selon lui, d'adopter une attitude pragmatique, d'investir dans des politiques d'intégration. La gestion de la migration devrait permettre un aller-retour. Il conclut : la crise climatique induisant une augmentation de la rareté des ressources est sans conteste un des facteurs de déplacement des populations à travers le monde. Elle est source d'une grande majorité des conflits, source de guerres de territoire. La grande question posée par le changement climatique est celle de la capacité de l'humanité à partager, à habiter la terre et le monde sera de moins en moins habitable si les liens avec le Sud ne peuvent se renforcer. A cet égard, la Francophonie a un rôle essentiel à jouer, celui de créer des alliances avec le Sud.

Dimitrios Kairidis, tout en évoquant aussi les valeurs essentielles de la Francophonie et sa richesse culturelle, a souligné l'importance de la protection internationale des réfugiés qui fuient les guerres. Il a rappelé l'historique de la Convention internationale sur les réfugiés avec notamment les expériences de Chypre et de l'ex-Yougoslavie. La Directive européenne sur la protection temporaire a joué son plein effet pour les Ukrainiens avec toutes les

dispositions inhérentes (santé, travail). Dans ce contexte, on a pu observer une réaction rapide et efficace de l'Europe. Il a également évoqué le cas des pays de transit qui ne voulant pas se soumettre à la Convention de Genève créent des paradoxes. Pour Monsieur Kairidis, il faut qu'il y ait des retours et pour ce faire, nous avons besoin d'un mécanisme européen. Nous pouvons faire face à l'immigration illégale de façon légale, conclut-il.

Ruslan Stefanchuk a voulu particulièrement insister sur un point essentiel dans le conflit entre la Russie et l'Ukraine, c'est la résilience à l'usure. Son intervention est publiée dans son intégralité sur le site internet de la Région Europe.

Tetyana Ogarkova a évoqué ces vies, celles d'enfants tués, torturés, kidnappés ou violés. Elle a également fait part de l'inconfort subi par les populations, avec l'absence d'électricité, de chauffage et d'eau. Mme Ogarkova a fait état de témoignages, d'expériences vécues par des enfants en maternités et des enfants hospitalisés et dont les hôpitaux ont été bombardés. Elle a condamné les pratiques génocidaires, la déportation d'un grand nombre d'enfants, les séparations forcées avec les parents. Elle a souligné le grand nombre d'écoles détruites, qu'1/3 seulement des écoles peut fonctionner en présentiel. Le droit à l'éducation est violé par la guerre, de par la complaisance des uns et l'indifférence des autres. La Russie cherche le dépeuplement des territoires, ce qui a conduit 50.000 femmes ukrainiennes à s'engager dans l'armée. 5 millions de personnes ont été déplacées. Elle conclut : l'Ukraine aura besoin d'aide pour se reconstruire ; il faudra des femmes qui acceptent de parler, de témoigner pour que les auteurs des crimes de guerre soient punis.

Monsieur Preda a rappelé qu'il venait d'un pays ex-communiste, auparavant membre du Pacte de Varsovie, et maintenant membre de l'UE ainsi que de l'OTAN. L'élargissement de ces 2 institutions avec l'apport des pays ex-communistes est déterminant. Tous ont été acceptés au sein de l'OTAN avant d'entrer dans l'UE. Après un bref rappel historique des relations de ces divers pays avec l'OTAN, il a souligné les positions décalées de la Serbie, de la Moldavie, de la Géorgie et de l'Arménie et a posé la question de savoir s'il est possible d'imaginer une politique d'élargissement de l'UE sans protection militaire de l'OTAN ? Voici quelques années, l'aspect militaire n'était pas pris en compte. Mais, actuellement, on doit repenser la dimension sécuritaire de la transition.

Un large débat s'en est suivi où nous avons pu entendre les interventions des sections du Kosovo ; de l'Arménie sur le Haut-Karabagh ; de l'Ukraine sur la crise alimentaire et la sécurité alimentaire au-delà des zones de conflit où la chaîne d'approvisionnement est indispensable pour l'humanité ; de la Géorgie sur la crise énergétique ; de l'Albanie sur les vagues massives de réfugiés ; de Jersey ; de la Roumanie sur les crimes de guerre ; de la France sur le Hamas qui ne peut être considéré comme une force de résistance mais bien comme un groupe terroriste, n'empêche que la riposte doit être proportionnelle avec en exergue la défense des valeurs du multilatéralisme ; de Chypre, de Suisse et de Serbie ; de la Belgique via M. Daele qui a insisté sur les conséquences énergétiques, environnementales et économiques provoquées par la guerre sur l'ensemble des populations. Il a souhaité accorder un regard particulier aux enfants mineurs non accompagnés victimes de cette guerre et qui méritent une plus grande attention et une prise en charge particulière.

Le deuxième panel portait sur « La démocratie face à la guerre : défis, enjeux et faiblesses. »

Monsieur Grassani, Directeur du *Grand Continent*, estime que l'Europe est dans un interrègne où plusieurs forces tentent de redéfinir un autre monde. Selon lui, il importe d'avoir une analyse autonome et de réfléchir à 3 orientations : une dynamique géographique

de l'axe horizontal avec cette question « l'UE est-elle l'institution indispensable pour gérer le monde de demain ? » ; un renversement de cet axe dans le sens vertical où on observe que l'Europe est entourée par un axe de crises ; regarder autour de ces axes de crise, à l'intérieur avec des zones particulières comme l'axe franco-allemand.

Monsieur Nicos Alivizatos, Professeur de droit constitutionnel à l'université d'Athènes, tout en procédant à une analyse comparée de différentes constitutions, s'est posé la question de voir si les Constitutions peuvent empêcher les guerres, au regard essentiellement de la primauté du pouvoir civil ou législatif par rapport au pouvoir exécutif.

Monsieur Kowal, Délégué général honoraire des gouvernements de la Fédération Wallonie-Bruxelles, Conseiller spécial auprès de l'Ambassade d'Ukraine de Bruxelles, avait pour sujet d'intervention : « La guerre d'Ukraine, une guerre européenne ? Conflictualité et résilience croisées : Russie-Europe-Ukraine. » Carte à l'appui, il a analysé les rétroactes de cette guerre, appelée par la Russie « opération spéciale, avec la Géorgie, la Crimée et finalement l'Ukraine. Il a évoqué la chute de l'URSS et le souci de la Grande Russie d'avoir ses axes de fixation en Géorgie, à Sébastopol en Crimée, dans le Haut-Karabagh et en Transnistrie. Pour conclure que pour la Russie, il s'agit bien d'une guerre européenne.

Un débat s'en est suivi avec les interventions de la France qui s'est concentrée sur l'épuration ethnique dans le Haut-Karabagh ; du Kosovo ; de l'Arménie qui a insisté sur la démocratie et son importance ; de l'Ukraine pour laquelle la démocratie face à la guerre ne peut être un sujet de discussion philosophique mais qu'il est indispensable d'assurer la sécurité globale ; de Chypre ; du Jura qui a insisté sur le caractère essentiel de l'éducation en démocratie dont notamment l'éducation aux droits de l'Homme et à l'éthique ; et enfin de la Serbie qui a souligné que l'intégrité territoriale évoquée par d'aucuns est applicable à tous.

Ce qui a conclu la journée du 6 novembre.

La journée du 7 novembre a débuté par le panel 3 intitulé « Les perspectives d'avenir face à un monde fragmenté : « Comment instaurer une gouvernance mondiale plus polycentrique ou uni-multipolaire ? »

Monsieur Venizelos, ancien Vice-Président du gouvernement hellénique, ancien ministre des Affaires étrangères s'est exprimé sur « La liquidation des formes interprétatives dans les relations internationales et la crise du système de gouvernance mondiale ». Selon lui, nous sommes dans une ère de gouvernance post-polaire. L'inactivité du Conseil de sécurité des Nations unies lors de l'invasion russe en Ukraine renforce le doute que nous pouvons avoir quant à une simple gouvernance mondiale. De nouveaux équilibres apparaissent, uni-centriques ou multipolaires, même si les USA conservent un leadership international.

Monsieur Prévilkis, Professeur émérite à l'université Panthéon-Sorbonne pense que l'espace géographique qui est la synthèse des aspects physiques, économiques et culturels conditionne la circulation des personnes, des biens et capitaux. La période de déstabilisation et les crises que nous connaissons après les périodes d'unification est une réponse directe ou indirecte à l'unification de l'espace géographique. Il apparaît une dichotomie entre l'Occident et le reste du monde avec une fragmentation chaotique. Face à cette situation, il estime que la réponse aux blocs sont les réseaux, qu'ils soient économiques, religieux ou linguistiques. En ça, la Francophonie a un atout et constitue aussi une opportunité à saisir, rappelant que l'Afrique est un continent crucial, tant par sa démographie que par ses richesses naturelles.

Vincent Laborderie, professeur en relations internationales à l'UCLouvain, analysant la question d'une gouvernance mondiale dans un monde uni-multipolaire, souligne que le système actuel ne fonctionne plus. Depuis 1991, le monde était unipolaire. La guerre en Ukraine marque la fin de la régulation par l'ONU dont la charte réprime tout acte d'agression. De par le fait que les Occidentaux soient les seuls à condamner « l'agression », nous vivons une fragmentation du monde. Parallèlement, la Chine fait peur à son voisinage. Le multipolaire resurgit avec la Russie et l'Ukraine voire la Géorgie aussi, avec la Turquie et l'Azerbaïdjan et avec l'Iran et le Hamas. Actuellement, avec le président Joe Biden, les USA restent un garant de sécurité et ont cette faculté de projection multipolaire. Évoquant l'avenir et nos actions à mener, il apparaît évident que d'un point de vue sécuritaire, l'ONU doit être maintenue mais le fonctionnement du Conseil de sécurité est à revoir. Quant aux céréales, d'un point de vue économique, elles doivent être dans un circuit libéré afin d'assurer la sécurité alimentaire. En ce qui concerne le climat, l'humanité est confrontée à un problème global. Plutôt que réformer la gouvernance mondiale, il faut la refonder.

Dans le débat qui a suivi, l'Arménie a rappelé le contexte géopolitique et les propositions européennes.

Quant à la France, elle a évoqué les crises et fait appel à notre humilité ainsi qu'à notre humanisme.

La Belgique par l'entremise de Monsieur Wahl, a rappelé l'engrenage quasi inconnu qui a conduit au conflit de 14-18 ainsi que l'ambiance des années 30 propice à ce qui allait s'annoncer. Le Vice-président international a ensuite souligné cette similarité avec notre époque, période dangereuse et inévitable où nous sommes condamnés à voir émerger des personnalités qui sont hors normes parce qu'il n'y a plus de normes. L'UE, a-t-il conclu, qui n'est ni un état ni un empire et qui ne s'est jamais armée collectivement parce que construite pour la paix, devra franchir un seuil ; la Roumanie ; l'Albanie et la Grèce qui, voyant cette fragmentation du monde, en appelle à une coopération mondiale.

Le projet de Déclaration, fruit d'une collaboration intersections, fut adopté à l'unanimité sous les applaudissements.

Les Délégués Amérique et Afrique ont, à la fin des travaux, présenté leur rapport d'activités.

La représentante de la Moldavie a invité les sections à la prochaine Conférence des Présidents, au printemps 2024 et le président de la section Kosovo a pris la parole en vue d'accueillir la prochaine ARE en novembre 2024 à Pristina.

➤ **Rencontre(s) organisée(s) en dehors du programme officiel : oui/non (à biffer)**

⇒ **Autorité(s) politique(s) : oui/non (à biffer)**

Date(s) : à compléter

Descriptif : à compléter

⇒ **Autorité(s) diplomatique(s)/consulaire(s)/Wallonie-Bruxelles : oui/non (à biffer)**

Date(s) : à compléter

Descriptif : à compléter

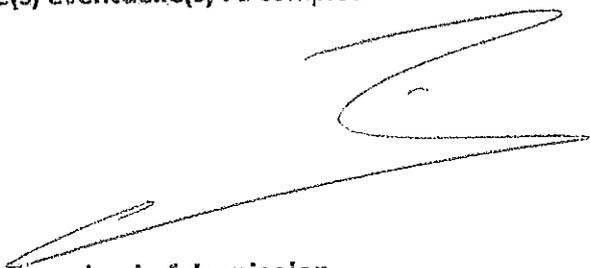
⇒ **Autorité(s) culturelle(s)/association(s)/autre : oui/non (à biffer)**

Date(s) : à compléter

Descriptif : à compléter

➤ Suivi post-mission à assurer : Diffusion de la Déclaration d'Athènes et alimenter le site internet de la Région

➤ Remarque(s) éventuelle(s) : à compléter



Signature du chef de mission

M. René Collin, Rapporteur

Date : 16/11/2023